
Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
Désignations de fonctionnaires généraux**A.Gt 15-07-2021****M.B. 16-08-2021**

Un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2021 formalise la désignation de Monsieur Claude DOGOT dans la fonction suivante: Directeur général adjoint ad intérim du Service général des Statuts et de la Carrière des Personnels de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles (WBE) du Ministère de la Communauté française à partir du 15 juillet 2021 et ce, dans l'attente de l'aboutissement de la procédure de transfert des agents du Ministère de la Communauté française à Wallonie-Bruxelles Enseignement.

Un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2021 formalise la désignation de Monsieur Olivier DOYEN dans la fonction suivante: Directeur général adjoint ad intérim du Service général des Infrastructures scolaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles du Ministère de la Communauté française à partir du 15 juillet 2021 et ce, dans l'attente de l'aboutissement de la procédure de transfert des agents du Service général des infrastructures scolaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles à Wallonie-Bruxelles Enseignement.

Un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2021 formalise la désignation de Monsieur Olivier PLASMAN dans la fonction suivante: Directeur général ad intérim de la Direction générale de la Coordination et de l'Appui du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française à partir du 15 juillet 2021 et ce, dans l'attente de l'aboutissement de la procédure d'appel à candidatures, décidée par le Gouvernement de la Communauté française lors de sa séance du 30 juin 2021, visant à pourvoir le poste de Directeur(trice) général(e) de la Direction générales de la Coordination et de l'Appui par mandat.

Un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2021 formalise la désignation de Madame Nathalie BOLLAND dans la fonction suivante: Directrice générale adjointe ad intérim du Service général du numérique éducatif du Ministère de la Communauté française à partir du 15 juillet 2021 et ce, dans l'attente de l'aboutissement de la procédure d'appel à candidatures, décidée par le Gouvernement de la Communauté française lors de sa séance du 30 juin 2021, visant à pourvoir le poste de Directeur(trice) général(e) adjoint(e) du Service général du numérique éducatif par fonctions supérieures.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une requête signée et datée peut être introduite contre ces nominations endéans les soixante jours après cette publication.

La requête identifiant les parties ainsi que l'acte attaqué et exposant les faits et moyens doit être envoyée sous pli recommandé à La Poste au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles.

Toute personne justifiant d'un intérêt peut obtenir une copie conforme de ces arrêtés de nomination auprès de la Direction générale de la Fonction publique et des Ressources humaines du Ministère de la Communauté française.